

83% des PME considèrent que l'administration est un obstacle

30 novembre 2020



En Tunisie, 83% des petites et moyennes entreprises (PMEs) considèrent que l'administration demeure un obstacle sévère, majeur ou modéré, contre 71% en 2019, soit une augmentation de 12%. C'est ce qui ressort d'une enquête menée auprès des PME sur leur évaluation et leurs attentes des administrations publiques, présentée, lundi, à Tunis.

Commandée par le Centre des Jeunes Dirigeants (CJD) et la fondation allemande Konrad Adenauer Stiftung (KAS), la 5^{ème} édition de cette enquête a fait état d'une évolution négative de 2.7% dans les scores enregistrés entre 2019 et 2020 au niveau de tous les critères (rapidité du service, clarté des procédures, digitalisation, qualité de l'accueil et efficacité), et ce, pour toutes les administrations évaluées.

Selon Youssef Medded, directeur général de l'institut de sondage « One to One » qui a réalisé cette enquête auprès de 500 responsables et chef de PME, durant la période allant du 23 octobre au 24 novembre 2020, l'évolution négative la plus importante concerne la rapidité du service (-4.25%) et l'efficacité (-4.13%).

RNE et APII, les administrations les plus performants

A l'instar des années précédentes, les résultats montrent aussi qu'aucune administration n'a réussi à atteindre un score de 70/100.

Seuls le Registre National des Entreprises (RNE) et l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII) se rapprochent le plus de ce standard, avec des scores respectifs de 65.55/100 et de 65.53/100.

Ces deux structures sont suivies par le Bureau d'Emploi (un score de 64.62/100) ; la Banque Centrale de Tunisie (BCT) (un score de 64.31/100) et l'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle (un score de 63.61/100). Les municipalités enregistrent, quant à elles, le score le moins élevé (51.1/100).

D'après l'enquête, l'évolution négative peut être expliquée par le contexte de la pandémie du Covid-19, d'autant plus que 7 PME sur 10 (73%) estiment que l'administration publique a échoué au niveau de l'adaptation dans la réponse aux besoins des entreprises privées.

S'agissant des incitations à la corruption par les administrations publiques, 27.7% des dirigeants ont déclaré que leurs entreprises ont été sollicitées à faire des versements illicites, lors des opérations de contrôle et de participation aux marchés publics ou encore durant les opérations d'import/export.

A en croire Youssef Meddeb, une légère baisse de la corruption a été constatée par rapport à 2019 (28.8%) mais reste en deçà du taux enregistré en 2018(20.9%). Cette évolution reflète, selon lui, l'absence d'une stratégie claire et efficace de lutte contre la corruption.

Interrogés sur les actions prioritaires à entreprendre par les administrations pour améliorer la relation avec les PME, les dirigeants ont répondu que la digitalisation reste la priorité (40.8%), suivie de l'amélioration de la qualité de service (14.8%) et la transparence des procédures (23.4%).

Pour la 4e année d'affilée, la digitalisation reste une demande forte des PME. Pour Mouna Chaieb, présidente du CDJ, la régression de la performance de l'administration tunisienne devrait être perçue comme un signal d'alerte soulignant la nécessité d'engager une vraie réforme structurelle de ces établissements, appelant à la nécessité de promouvoir davantage la digitalisation qui est de nature à apporter une solution à la majeure partie des problèmes vécues par les PME.